



La culture en danger

Le 19 décembre 2009, à l'initiative de **Claude Bartolone**, Président du Conseil général et Député de la Seine-Saint-Denis, en présence de **Jack Ralite**, Sénateur de la Seine-Saint-Denis, plus de 200 acteurs culturels du département se sont réunis **pour lancer un appel national de mobilisation.**

L'art et la culture sont au cœur de la vie sociale de notre pays, de son équilibre démocratique, de son identité et de son rayonnement. Aujourd'hui, en Seine-Saint-Denis comme partout ailleurs, **la culture est menacée** par la remise en cause des principes et des moyens de l'intervention publique en faveur de la création artistique et de l'action culturelle.

Ces renoncements sont ceux du gouvernement, ce ne sont pas les nôtres.

Le poids insurmontable des transferts de charges non compensés, la réforme fiscale puis la réforme des collectivités territoriales, organisent le calendrier de l'étranglement et de l'incapacité des collectivités à intervenir dans ce domaine essentiel à l'émancipation et au bien vivre ensemble. Si des choix cruels et difficiles s'annoncent, nous refusons pour autant d'abdiquer, tant sur le terrain des principes que sur celui de l'engagement politique.

La compétence culturelle n'est certes ni automatique ni strictement obligatoire au plan du droit. Mais, au plan de l'intérêt public de la Seine-Saint-Denis, de ses villes tout comme de l'ensemble du territoire national, il en est tout autrement !

Les économies de ces secteurs sont fragiles et reposent sur de multiples financements croisés.

La menace qui pèse sur les collectivités est aussi une atteinte profonde au tissu local, à la dynamique d'innovation et d'émancipation citoyenne.

A très court terme, ce sont des pans entiers d'activités qui sont menacés à l'échelon des départements pour des projets culturels qui se structurent à tous les niveaux de collectivités territoriales. A moyen terme, de nombreuses communes ne pourront échapper au même schéma qui s'annonce destructeur socialement et économiquement, à l'heure où l'on nous vante par ailleurs la nécessité d'un plan de relance massif.



■ Parce que nous pensons que les politiques publiques de la culture sont le fruit d'une concertation et d'un échange permanents entre les artistes et les pouvoirs publics ;

■ Parce que nous refusons le démantèlement en cours, la disparition d'aventures artistiques et culturelles et la suppression des très nombreux emplois associés à cette casse organisée ;

■ Parce que nous pensons que la chose publique de la culture doit être universellement partagée et reconnue ;

■ Parce que nous pensons que l'avenir de l'action publique locale risque de se dissoudre dans cette remise en cause brutale, accentuant davantage les injustices territoriales et culturelles connues par notre pays.

Les attaques engagées sont durables :

■ Depuis plusieurs années, la refonte de l'intermittence précarise les artistes et l'érosion des financements publics d'Etat porte atteinte à l'action publique culturelle ;

■ Aujourd'hui, la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques commence à produire ses effets, en particulier dans les musées et l'étranglement financier frappe au cœur de leurs politiques les collectivités territoriales ;

■ Demain, les mêmes collectivités risquent de ne plus avoir ni le droit ni les moyens de conduire des politiques culturelles en raison de la suppression de la clause générale des compétences.

Nous, citoyens, artistes, acteurs culturels, élus territoriaux, refusons la remise en cause profonde de la politique culturelle française aujourd'hui menacée par les réformes en cours.

Nous n'acceptons pas que la mise en faillite organisée d'un système public de référence ampute à court et à moyen terme l'ensemble des territoires de la qualité de leur maillage artistique et culturel. La crise de valeurs est profonde, elle est assumée par un gouvernement qui en multipliant les pseudo-réformes, détériore de manière minutieuse le maillage culturel français et remet en cause les fondements d'une politique de référence.

L'art et la culture sont en danger dans notre pays.

Ici, de Seine-Saint-Denis, nous lançons cet appel national et refusons l'abandon de 50 années de décentralisation culturelle qu'organise aujourd'hui le gouvernement sous couvert de modernisation des politiques territoriales.

**Vous pouvez signer cet appel à l'adresse suivante :
www.seine-saint-denis.fr/cultureendanger**